

Newsletter, 11-14 septembre 2017 - Session plénière - Strasbourg

[07-09-2017 - 18:23]

Séance plénière

- Débat sur l'état de l'Union: préparer l'avenir de l'UE** 4
- Les députés dresseront le bilan des réussites de la Commission Juncker à mi-mandat et débattront des actions à mener pour une Europe forte, engagée dans la protection de ses citoyens, dans la croissance économique et la création d'emplois. Le Président de la Commission lancera le débat en plénière mercredi matin lors de son discours annuel sur l'état de l'Union.
- WiFi4EU: vote final sur l'accès gratuit à internet dans les espaces publics** 5
- Un système européen qui permettrait la création de plus de 5000 points d'accès wifi au sein d'espaces publics (hôpitaux, bibliothèques, etc.) dans l'UE et de créer un mécanisme d'authentification unique, valable dans l'ensemble de l'Union, sera débattu et voté mardi en plénière.
- Assurer la sécurité de l'approvisionnement en gaz dans toute l'UE** 6
- Les États membres confrontés à une crise d'approvisionnement en gaz pourront compter sur l'aide des pays voisins, selon de nouvelles règles conclues de façon informelle entre les députés et les ministres et visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en gaz dans toute l'UE. Ces règles feront l'objet d'un débat mardi matin, avant d'être soumises au vote final des députés à midi.
- Scandale des œufs contaminés: il faut accélérer les alertes à l'échelle européenne sur les risques alimentaires** 7
- La contamination des œufs au fipronil, un insecticide, qui a touché presque tous les pays de l'UE, et les solutions pour améliorer le système européen d'alerte rapide feront l'objet d'un débat en plénière mardi matin, en présence de la Commission et du Conseil.
- Des produits et services plus facilement accessibles pour les personnes handicapées** 8
- Les personnes handicapées auront plus facilement accès à des produits et services clés tels que les téléphones, les distributeurs automatiques de billets, les distributeurs de titres de transport ou les bornes d'enregistrement, conformément au projet de règles européennes débattu mercredi et voté jeudi.
- Changement climatique: des projets en faveur des forêts et pour réduire le CO2** 9
- Le projet visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à augmenter les absorptions des forêts afin de lutter contre le changement climatique sera voté mercredi.
- Début des travaux de la commission spéciale de lutte contre le terrorisme** 10
- Mardi, les députés se prononceront sur la composition de la commission spéciale de lutte contre le terrorisme (TERR), qui sera forte de 30 membres et se réunira pour la première fois jeudi.
- Menaces nucléaires de la Corée du Nord** 11
- Une série d'essais nucléaires et de nouveaux missiles par la Corée du Nord, à l'origine de tensions internationales de plus en plus vives, sera débattue mardi en présence de la haute représentante pour les affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini.
- Avenir des relations entre l'UE et la Turquie** 12
- Les vicissitudes des relations entre l'UE et la Turquie, l'avenir de la Turquie en Europe, ainsi que le recul continu de l'état de droit, des droits de l'homme et de la liberté des médias dans le pays feront l'objet d'un débat avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi après-midi. Le débat devrait alimenter une résolution qui sera mise aux voix lors de la première session plénière d'octobre.



Séance plénière

Migration en Méditerranée: débat avec Federica Mogherini	13
Les députés débattront mardi avec la haute représentante Federica Mogherini sur la façon de freiner les flux migratoires vers l'UE, notamment via la route méditerranéenne.	
Pour des contrôles plus stricts des exportations européennes d'armements	14
Les États membres doivent garantir que leurs décisions sur les contrôles d'exportations d'armements ne soient pas contradictoires, en créant si nécessaire un organe européen de surveillance en la matière, devraient affirmer les députés mercredi.	
Le commerce doit contribuer à promouvoir les droits de l'homme et la lutte contre les inégalités	15
Les propositions du Parlement visant à empêcher l'exploitation des travailleurs dans les pays les plus pauvres grâce à un commerce plus équitable, seront débattues lundi et mises aux voix mardi.	
Lutter contre la corruption pour freiner les abus des droits de l'homme	16
Intégrer une clause anticorruption dans les accords de l'UE conclus avec les pays tiers et améliorer la protection des lanceurs d'alerte qui mettent au jour la corruption aideraient à freiner les violations des droits de l'homme, devrait déclarer le Parlement mercredi.	
Émissions du secteur aérien: les vols intercontinentaux devraient être exemptés du SEQE	17
Alors qu'un dispositif mondial est en train de voir le jour pour compenser les émissions de CO2 du transport aérien, les députés voteront mercredi pour prolonger une dérogation de paiement des émissions pour les vols intercontinentaux.	
Dieselgate: focus sur la santé publique et les droits des consommateurs	18
Les députés débattront mercredi des derniers développements du scandale Dieselgate, notamment des dernières actions menées par des États membres comme l'Allemagne et l'Autriche.	
Sécurité incendie dans les bâtiments: comment éviter d'autres tragédies?	19
Après l'incendie de la tour Grenfell à Londres le 14 juin, qui a fait environ 80 morts, les députés débattront de l'optimisation de la sécurité incendie des bâtiments aux niveaux européen et national.	
Faciliter l'accès au financement pour les entreprises innovantes et sociales	20
Les fonds de capital-risque (EuVECA) et les fonds d'entrepreneuriat social européens (EuSEF) devraient attirer davantage d'investisseurs grâce à de nouvelles règles mises aux voix jeudi.	
Les députés appellent la Norvège à cesser de chasser la baleine	21
La Norvège doit cesser de chasser la baleine et l'UE ne devrait pas faciliter le commerce de viande du cétacé, qui est protégé par le droit européen, indique une résolution qui sera votée mardi.	
Mer du Nord: garantir des stocks durables et les moyens de subsistance des pêcheurs	22
Un projet visant à lutter contre la surpêche et à offrir des moyens de subsistance durables aux pêcheurs de la mer du Nord, en introduisant des quotas de pêche pluriannuels, sera mis aux voix jeudi.	
Crise chronique au Venezuela	23
Les députés débattront de la profonde crise politique, économique et sociale et des derniers développements au Venezuela avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi après-midi.	
Des liens renforcés entre l'UE et l'Inde	24
Un partenariat renforcé entre l'UE et l'Inde, incluant une relance des négociations sur le libre-échange, fera l'objet d'un débat mardi et sera mis aux voix mercredi.	
500 millions d'euros supplémentaires pour lutter contre le chômage des jeunes .	25
Un montant additionnel de 500 millions d'euros au titre de l'initiative pour l'emploi des jeunes, une partie du complément d'1,2 milliard conclu pour 2017-2020, sera voté mercredi par le Parlement, qui s'est battu en ce sens.	
Le programme Erasmus+ est-il en danger?	26
Les députés questionneront la Commission sur ses dispositions budgétaires relatives à un certain nombre de projets additionnels, notamment le corps européen	

Séance plénière

de solidarité. La Commission prévoit de financer ces projets en utilisant des fonds dévolus au programme Erasmus+. Suite au débat qui se tiendra mercredi, une résolution sera mise aux voix jeudi.

Les députés souhaitent que le processus législatif soit plus transparent	27
Les lobbyistes ne devraient pas pouvoir entrer dans le Parlement européen sans fournir toutes les informations détaillées requises par le registre de transparence de l'UE, déclarent les députés dans une résolution mise aux voix jeudi.	
Importations alimentaires depuis la région de Fukushima: non au projet assouplissant les contrôles de radioactivité	28
Les députés craignent que la proposition puisse mener à une hausse des expositions aux aliments contaminés par la radioactivité.	
Ouragan Irma: les îles touchées ont besoin d'aide	29
Les conséquences dévastatrices de l'ouragan Irma, avec ses vents de 300 km/h, sur les îles caribéennes, notamment sur une partie des régions ultrapériphériques de l'UE, feront l'objet d'un bref débat mercredi soir avec la Commission.	
Droits de l'homme: les députés débattent du sort des Rohingyas au Myanmar . .	30
Autres sujets à l'ordre du jour	30

Emilie TOURNIER

BXL: (+32) 2 28 30578
STR: (+33) 3 881 72649
PORT: (+32) 473 55 74 66
ROLE: Attachée de presse
EMAIL: presse-FR@europarl.europa.eu

Baptiste CHATAIN

BXL: (+32) 2 28 40992
STR: (+33) 3 881 74151
PORT: (+32) 498 98 13 37
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

Wendy DE MONTIS

BXL: (+32) 2 28 31151
PORT: (+32) 470 87 02 64

Nicolas DELALEU

BXL: (+32) 2 28 44407
EMAIL: presse-fr@europarl.europa.eu

<http://www.europarl.europa.eu/news/fr/news-room/plenary>

En savoir plus

- [Projet d'ordre du jour](#)
- [EP Live: suivre la séance en direct](#)
- [Europarl TV](#)
- [Conférences de presse et autres événements](#)
- [Site du service audiovisuel du Parlement européen](#)
- [EP Newshub](#)

Séance plénière

Débat sur l'état de l'Union: préparer l'avenir de l'UE

Les députés dresseront le bilan des réussites de la Commission Juncker à mi-mandat et débattront des actions à mener pour une Europe forte, engagée dans la protection de ses citoyens, dans la croissance économique et la création d'emplois. Le Président de la Commission lancera le débat en plénière mercredi matin lors de son discours annuel sur l'état de l'Union.

Jean-Claude Juncker devrait dévoiler son point de vue sur la construction de l'avenir de l'Europe suite aux consultations sur les cinq scénarios présentés plus tôt cette année. Les dirigeants des groupes politiques fixeront les priorités qu'ils souhaitent voir mises en œuvre par l'Union des 27 avant les prochaines élections européennes de 2019, puis le Président Juncker réagira à ces propositions.

L'ensemble du débat et les déclarations des dirigeants des groupes politiques suite à la discussion seront retransmis en direct via [EP Live](#) et [EbS+](#).

Pour ajouter le débat sur un site externe:

```
<iframe id="player" name="player" width="600" height="370" scrolling="no"
frameborder="0" style="overflow:hidden" src="
http://web.ep.streamovations.be/index.php/event/stream/170913-0900-special-state-of-the-union/embed?defaultLanguage=xx"></iframe>
```

Vous pouvez choisir la dimension du lecteur vidéo (par défaut 600 x 300 dpi) et la langue: remplacez "...defaultLanguage=xx" par le code de la langue (ex. "...defaultLanguage=en" pour l'anglais, "...defaultLanguage=de" pour l'allemand, etc.).

Débat: mercredi 13 septembre

Procédure: déclaration du Président de la Commission européenne

#SOTEU

En savoir plus

- [Couverture en direct interactive du discours sur l'état de l'Union 2017](#)
- ["Avenir de l'Europe" - Les priorités du Parlement européen](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels - État de l'Union 2017](#)
- [Archives audiovisuelles - État de l'Union](#)
- [Service de recherche du PE - Débats sur l'état de l'Union \(en anglais\)](#)
- [Livre blanc de la Commission européenne sur l'avenir de l'Europe](#)
- [État de l'Union - Teaser vidéo](#)

Séance plénière

WiFi4EU: vote final sur l'accès gratuit à internet dans les espaces publics

Un système européen qui permettrait la création de plus de 5000 points d'accès wifi au sein d'espaces publics (hôpitaux, bibliothèques, etc.) dans l'UE et de créer un mécanisme d'authentification unique, valable dans l'ensemble de l'Union, sera débattu et voté mardi en plénière.

Il s'agit d'un projet pilote qui ouvre la voie à la mise en place de points d'accès internet gratuits dans les espaces publics pour tous les citoyens européens et qui fait partie des efforts visant à mettre en place une Union numérique.

Les financements de l'UE au titre du mécanisme seraient déployés de manière "géographiquement équilibrée" entre les États membres, selon la méthode du "premier arrivé, premier servi".

Débat: mardi 12 septembre

Vote: mardi 12 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire

#WiFi4EU

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue des négociations interinstitutionnelles \(29.05.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Carlos Zorrinho \(S&D, PT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Indice relatif à l'économie et à la société numériques \(DESI\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Assurer la sécurité de l'approvisionnement en gaz dans toute l'UE

Les États membres confrontés à une crise d'approvisionnement en gaz pourront compter sur l'aide des pays voisins, selon de nouvelles règles conclues de façon informelle entre les députés et les ministres et visant à renforcer la sécurité de l'approvisionnement en gaz dans toute l'UE. Ces règles feront l'objet d'un débat mardi matin, avant d'être soumises au vote final des députés à midi.

Tout État membre confronté à une crise d'approvisionnement en gaz pourra alerter les autres États membres et ainsi déclencher l'aide transfrontalière afin de remédier à toute pénurie.

Ce règlement relatif à l'alerte d'urgence est le deuxième texte législatif de l'Union de l'énergie à être présenté devant le Parlement. Le premier, qui établissait les [règles communes](#) relatives aux accords des États membres de l'UE avec des pays tiers, avait été adopté par le Parlement en mars.

Les nouvelles règles devraient entrer en vigueur avant l'arrivée de l'hiver.

Débat: mardi 12 septembre

Vote: mardi 12 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire

#Energyunion

En savoir plus

- [Communiqué de presse suite aux négociations interinstitutionnelles \(27.04.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Jerzy Buzek \(PPE, PL\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Scandale des œufs contaminés: il faut accélérer les alertes à l'échelle européenne sur les risques alimentaires

La contamination des œufs au fipronil, un insecticide, qui a touché presque tous les pays de l'UE, et les solutions pour améliorer le système européen d'alerte rapide feront l'objet d'un débat en plénière mardi matin, en présence de la Commission et du Conseil.

Les députés interrogeront la Commission et le Conseil sur les mesures prises jusqu'à présent pour garantir la sécurité alimentaire. Ils débattront des solutions pour améliorer le fonctionnement du système européen d'alerte rapide concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux, et pour rétablir la confiance des consommateurs dans les denrées alimentaires contenant des œufs de l'UE.

La commission de l'agriculture a [débattu](#) du scandale des œufs contaminés avec le Commission européenne le 31 août. Pendant le débat, de nombreux députés ont souligné que l'UE devait accélérer les échanges d'informations sur les risques liés à la sécurité alimentaire et prévoir des sanctions plus strictes contre les fraudeurs.

À savoir

Le fipronil, un insecticide utilisé notamment pour tuer les puces et les mites, est [classé](#) comme modérément dangereux par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Son utilisation dans l'UE est interdite pour tous les animaux producteurs de denrées alimentaires.

L'utilisation illégale du fipronil sur les poules pondeuses a été [signalée](#) pour la première fois à la Commission européenne le 20 juillet, via le système européen d'alerte rapide concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. La plupart des exploitations étaient situées en Belgique et aux Pays-Bas. Des millions d'œufs de poules ont déjà été retirés du marché européen.

Débat: mardi 12 septembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission (sans résolution)

#fipronil

En savoir plus

- [Communiqué de presse à l'issue du débat en commission parlementaire \(31.08.2017\)](#)
- [Enregistrement vidéo du débat en commission parlementaire \(31.08.2017\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels - Œufs au fipronil: extraits du débat](#)

Séance plénière

Des produits et services plus facilement accessibles pour les personnes handicapées

Les personnes handicapées auront plus facilement accès à des produits et services clés tels que les téléphones, les distributeurs automatiques de billets, les distributeurs de titres de transport ou les bornes d'enregistrement, conformément au projet de règles européennes débattu mercredi et voté jeudi.

Dans l'UE, environ 80 millions de personnes sont touchées à des degrés divers par un handicap. En raison du vieillissement de la population, on prévoit qu'en 2020, l'Union comptera quelque 120 millions de personnes présentant des handicaps multiples et/ou mineurs.

Le projet de directive d'"acte européen sur l'accessibilité" énonce les obligations en matière d'accessibilité pour rendre une liste de produits et de services plus accessibles. Cette liste inclut les distributeurs automatiques de billets, les distributeurs de titres de transport et les bornes d'enregistrement automatiques, les PC et les systèmes d'exploitation, les téléphones et les équipements télévisuels, les services bancaires aux consommateurs, les livres électroniques, ainsi que les transports et le commerce en ligne. Les députés ont ajouté d'autres éléments à la liste, tels que tous les terminaux de paiement, les liseuses électroniques ainsi que les sites internet et les services des médias audiovisuels intégrés sur appareils mobiles.

Les exigences en matière d'accessibilité couvriraient également "l'environnement bâti" à partir duquel le service est fourni, incluant les infrastructures de transport, dans les cas où les États membres n'ont pas déjà établi ces exigences, ont affirmé les députés.

Le Parlement se prononcera sur un mandat pour débiter les négociations avec le Conseil, qui doit encore définir sa position.

Débat: mercredi 13 septembre

Vote: jeudi 14 septembre

Procédure: codécision (procédure législative ordinaire), 1ère lecture

#EuropeanAccessibilityAct

En savoir plus

- [Projet de rapport sur les exigences en matière d'accessibilité applicables aux produits et services](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(25.04.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Morten Løkkegaard \(ADLE, DK\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE: étude relative à l'acte européen sur l'accessibilité \(en anglais\)](#)
- [Vidéo: extraits du vote en commission parlementaire et déclaration du rapporteur](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Changement climatique: des projets en faveur des forêts et pour réduire le CO2

Le projet visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à augmenter les absorptions des forêts afin de lutter contre le changement climatique sera voté mercredi.

Les pays de l'UE qui pratiquent la déforestation devront compenser les émissions qui en résultent par de nouvelles plantations ou par l'amélioration de la gestion des forêts, des terres cultivées et des prairies existantes. L'objectif étant de garantir une absorption de CO2 équivalente dans l'atmosphère.

Les députés ont renforcé ces dispositions en ajoutant qu'à partir de 2030, les États membres devraient augmenter leurs absorptions afin de dépasser les émissions, conformément aux objectifs à long terme de l'UE et à l'accord de Paris.

Les forêts de l'Union absorbent l'équivalent de près de 10% des émissions totales de gaz à effet de serre de l'UE chaque année.

Débat: lundi 11 septembre

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire

Conférence de presse: mercredi à 14h30

#LULUCF

En savoir plus

- [Rapport sur la prise en compte des émissions et absorptions de gaz à effet de serre résultant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie dans le cadre d'action pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030](#)
- [Communiqué de presse publié à l'issue du vote en commission \(11.07.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Norbert Lins \(PPE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude du PE: l'utilisation des sols dans le cadre des objectifs climat et énergie européens pour 2030](#)
- [Fiche d'information de la Commission européenne: proposition relative à l'intégration de l'utilisation des terres dans le cadre d'action de l'UE pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030](#)
- [Infographie](#)
- [Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

Séance plénière

Début des travaux de la commission spéciale de lutte contre le terrorisme

Mardi, les députés se prononceront sur la composition de la commission spéciale de lutte contre le terrorisme (TERR), qui sera forte de 30 membres et se réunira pour la première fois jeudi.

Le [Parlement a décidé en juillet](#) de créer une [commission spéciale](#) afin de remédier aux failles pratiques et législatives de la lutte antiterrorisme dans l'UE. La commission, dont le mandat durera douze mois, devra présenter un rapport à mi-parcours ainsi qu'un rapport final comprenant des résultats factuels et des recommandations.

Suite au vote en plénière sur la composition de la commission, cette dernière élira son président et son/ses rapporteur(s) lors de la réunion constitutive de jeudi matin à Strasbourg.

Vote: mardi 12 septembre

#counterterrorism #TERRcommittee

En savoir plus

- [Étude du PE - Les politiques de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme: pertinence, cohérence et efficacité \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Menaces nucléaires de la Corée du Nord

Une série d'essais nucléaires et de nouveaux missiles par la Corée du Nord, à l'origine de tensions internationales de plus en plus vives, sera débattue mardi en présence de la haute représentante pour les affaires étrangères de l'UE, Federica Mogherini.

Dans une [résolution d'octobre 2016](#), les députés ont condamné les essais nucléaires et ont exhorté la Corée du Nord à "s'abstenir de nouvelles actions de provocation en abandonnant ses programmes dans les domaines du nucléaire et des missiles balistiques".

Débat: mardi 12 septembre

Procédure: déclaration de la haute représentante pour les affaires étrangères de l'UE

#NorthKorea @FedericaMog

En savoir plus

- [Résolution du PE sur la sécurité nucléaire et la non-prolifération \(27 octobre 2017\)](#)
- [Étude sur la prolifération nucléaire en Asie du Nord-Est \(mars 2017, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Note sur les sanctions contre la Corée du Nord \(juillet 2016, en anglais\)](#)

Séance plénière

Avenir des relations entre l'UE et la Turquie

Les vicissitudes des relations entre l'UE et la Turquie, l'avenir de la Turquie en Europe, ainsi que le recul continu de l'état de droit, des droits de l'homme et de la liberté des médias dans le pays feront l'objet d'un débat avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi après-midi. Le débat devrait alimenter une résolution qui sera mise aux voix lors de la première session plénière d'octobre.

En juillet, les députés avaient fait part de leurs [préoccupations quant aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE](#), appelant la Commission européenne et les gouvernements nationaux à "suspendre formellement les négociations d'adhésion avec la Turquie sans plus attendre si le paquet de réformes constitutionnelles est mis en œuvre tel quel".

Débat: mardi 12 septembre

Vote: session d'octobre I

Procédure: déclaration de la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité

#Turkey

En savoir plus

- [Résolution du Parlement européen du 6 juillet 2017 sur le rapport 2016 de la Commission concernant la Turquie](#)
- [Communiqué de presse sur le rapport concernant la Turquie](#)
- [Interview du rapporteur du PE sur la Turquie, Kati Piri \(S&D, NL\)](#)

Séance plénière

Migration en Méditerranée: débat avec Federica Mogherini

Les députés débattront mardi avec la haute représentante Federica Mogherini sur la façon de freiner les flux migratoires vers l'UE, notamment via la route méditerranéenne.

Accroître la coopération avec les pays africains et les aider à mieux gérer leurs frontières, la révision de la législation de l'UE relative à la migration et à l'asile, et le travail en cours visant à stabiliser la Libye feront partie des mesures politiques abordées lors de ce débat.

Suite à la fermeture de la route des Balkans et à l'accord UE-Turquie sur la migration, l'Italie est devenue le principal point d'entrée de l'UE pour les migrants et les demandeurs d'asile. Un nombre record de 181 436 migrants et demandeurs d'asile a atteint les côtes italiennes l'année dernière. Cette année, à ce jour, **99 742 personnes sont arrivées** dans le pays.

D'après l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), **2 537 personnes ont perdu la vie cette année** en essayant de traverser la Méditerranée.

Trois Européens sur quatre souhaitent que l'UE intervienne davantage pour faire face à la crise de la migration, selon le dernier sondage **Eurobaromètre**.

Débat: mardi 12 septembre

Procédure: déclaration de la haute représentante sans résolution

#migration #refugees

En savoir plus

- [Route migratoire de la Méditerranée: les députés demandent de l'aide pour l'Italie et une solution à long terme \(communiqué de presse du PE, 12.07.2017\)](#)
- [Déclaration commune suite au sommet sur la migration de Paris avec les dirigeants africains \(Commission européenne, 28.08.2017\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Pour des contrôles plus stricts des exportations européennes d'armements

Les États membres doivent garantir que leurs décisions sur les contrôles d'exportations d'armements ne soient pas contradictoires, en créant si nécessaire un organe européen de surveillance en la matière, devraient affirmer les députés mercredi.

Le Parlement évaluera mardi si la mise en œuvre par les États membres de la [position commune](#) sur le contrôle des exportations d'armements, qui se base sur un ensemble d'exigences minimales en matière d'exportations, est efficace, et proposera des améliorations dans une résolution votée mercredi.

Élargir la liste des critères d'exportations d'armements en contraignant les États membres à évaluer le risque de corruption que le transfert d'armements pourrait entraîner, et imposer des sanctions aux États membres qui ne respectent pas la position commune figurent parmi les propositions présentées.

L'Union des 28 est le deuxième fournisseur d'armements au monde (26% des exportations d'armes au niveau mondial), après les États-Unis (33%) et avant la Russie (23%). Entre 2012 et 2016, les transferts internationaux des armements principaux, tels que les missiles, les avions de guerre et les sous-marins, ont été les plus élevés jamais enregistrés pendant une période de cinq ans depuis la fin de la guerre froide.

Débat: mardi 12 septembre

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: résolution non législative

#armscontrol

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les exportations d'armes](#)
- [Profil du rapporteur Bodil VALERO \(Verts/ALE, SV\)](#)
- [Position commune de l'UE sur le contrôle des exportations d'armes](#)
- [Conclusions du séminaire du PE sur le contrôle des exportations d'armes \(mai 2017, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE: infographie sur les exportations d'armes \(décembre 2015, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE: note sur les exportations d'armements \(décembre 2015\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Séance plénière

Le commerce doit contribuer à promouvoir les droits de l'homme et la lutte contre les inégalités

Les propositions du Parlement visant à empêcher l'exploitation des travailleurs dans les pays les plus pauvres grâce à un commerce plus équitable, seront débattues lundi et mises aux voix mardi.

Alors que la structure du commerce international a considérablement évolué au cours des dernières décennies et que la redistribution inéquitable des bénéfices fait l'objet d'un examen de plus en plus attentif de la part du grand public, les députés proposent une série de mesures visant à protéger les travailleurs et l'environnement à travers le monde en réformant les "chaînes de valeur mondiales".

Les députés vont défendre des mesures qui vont renforcer la responsabilité sociale des entreprises, inclure des chapitres exécutoires sur les droits de l'homme et du travail dans les accords commerciaux, protéger les lanceurs d'alerte dans les cas de travail forcé, et rendre "l'impact social de la production" plus visible sur les produits, par exemple via l'étiquetage, afin de sensibiliser davantage les consommateurs.

À savoir

Les processus de production qui couvrent plusieurs pays peuvent permettre à de nouvelles entreprises et à de nouveaux employés de contribuer à l'économie, mais aussi compliquer et obscurcir la responsabilité en termes de produits et d'accidents, notent les députés.

Selon eux, l'UE doit mettre à jour ses accords commerciaux et ses politiques afin de prévenir des tragédies telles que l'effondrement en 2013 du Rana Plaza, une usine de confection au Bangladesh. Quelque 21 millions de personnes dans le monde sont victimes de travail forcé, qui génère 150 milliards de dollars de profits illégaux chaque année (source: Organisation internationale du travail).

Débat: lundi 11 septembre

Vote: mardi 12 septembre

Procédure: résolution non législative

#EUTrade #GVCs

En savoir plus

- [Projet de résolution soumis à la plénière](#)
- [Service de recherche du PE - Note d'information: améliorer les chaînes de valeur mondiales est essentiel pour le commerce de l'UE \(juin 2016, en anglais\)](#)
- [Service de recherche du PE - Note d'information: les conditions de travail des ouvriers du textile et de l'habillement, seulement une affaire asiatique? \(en anglais\)](#)
- [Profil du rapporteur Maria Arena \(S&D, BE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Lutter contre la corruption pour freiner les abus des droits de l'homme

Intégrer une clause anticorruption dans les accords de l'UE conclus avec les pays tiers et améliorer la protection des lanceurs d'alerte qui mettent au jour la corruption aideraient à freiner les violations des droits de l'homme, devrait déclarer le Parlement mercredi.

La corruption est "l'une des causes les plus négligées de violations des droits de l'homme", défendront les députés lors d'un débat mardi après-midi. Dans une résolution qui sera mise aux voix mercredi, ils devraient encourager l'Union européenne à favoriser la coopération internationale pour lutter contre la corruption.

Débat: mardi 12 septembre

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: résolution non législative

#humanrights #corruption

En savoir plus

- [Proposition de résolution sur la corruption et les droits de l'homme dans les pays tiers](#)
- [Profil du rapporteur: Petras Auštrevičius \(ADLE, LT\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Briefing EPRS "Vers un traité international contraignant sur les affaires et les droits de l'homme" \(en anglais\)](#)
- [Étude DG EXPO "Le coût de la corruption dans les pays en développement - Avec quelle efficacité, l'aide est-elle dépensée?" \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Émissions du secteur aérien: les vols intercontinentaux devraient être exemptés du SEQE

Alors qu'un dispositif mondial est en train de voir le jour pour compenser les émissions de CO2 du transport aérien, les députés voteront mercredi pour prolonger une dérogation de paiement des émissions pour les vols intercontinentaux.

Les députés souhaitent cependant que cette exemption ne soit valable que jusqu'au 31 décembre 2020. À partir de 2021, le secteur aérien devrait recevoir seulement la moitié de ses quotas du SEQE (système d'échange de quotas d'émission) gratuitement, déclarent les députés, contre 85% aujourd'hui.

La commission de l'environnement souhaite également que les États membres de l'UE utilisent les recettes générées par la mise aux enchères des quotas d'émission pour financer des politiques en matière de lutte contre le changement climatique.

À savoir

Le secteur aérien représente environ 2,1% des émissions mondiales de CO2. Les vols internationaux représentent quant à eux 1,3% des émissions. En tenant compte de la croissance prévisionnelle du trafic aérien, les niveaux d'émission en 2050 devraient être sept à dix fois plus importants qu'en 1990, selon les projections de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI). Dans l'UE, les émissions directes de CO2 dues à l'aviation représente environ 3% du total des émissions.

Débat: lundi 11 septembre

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire

#EUETS

En savoir plus

- [Projet de rapport en vue de maintenir l'actuelle restriction du champ d'application pour les activités aériennes et de préparer la mise en œuvre d'un mécanisme de marché mondial à partir de 2021](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(11.07.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Julie Girling \(ECR, UK\)](#)
- [Service de recherche du PE: note sur les émissions de CO2 du secteur aéronautique \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Dieselgate: focus sur la santé publique et les droits des consommateurs

Les députés débattent mercredi des derniers développements du scandale Dieselgate, notamment des dernières actions menées par des États membres comme l'Allemagne et l'Autriche.

En avril dernier, le Parlement a exhorté la Commission européenne et les États membres à se mettre en ordre et à améliorer les essais et les contrôles sur les nouveaux véhicules sur les routes de l'UE, alors que la commission spéciale du Parlement sur le scandale des émissions Volkswagen [achevait son travail](#).

Les députés ont conclu que bien que la Commission et les États membres étaient déjà au courant, depuis plus de dix ans, de la différence marquée entre les émissions d'oxyde d'azote lors des tests en laboratoire et celles mesurées sur les routes, ils avaient échoué à prendre les mesures adéquates afin de protéger la qualité de l'air et la santé publique.

Une procédure de test des émissions plus réaliste est entrée en vigueur le 1er septembre.

Débat: mercredi 13 septembre

Procédure: débat d'actualité

#Dieselgate

En savoir plus

- [Dieselgate: les recommandations du Parlement pour éviter de nouveaux scandales](#)
- [Service de recherche du PE - Note sur les tests d'émissions des véhicules: au-delà du cas VW \(en anglais\)](#)
- [Étude du PE - Les obligations légales liées aux mesures des émissions dans le secteur automobile de l'UE \(en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Sécurité incendie dans les bâtiments: comment éviter d'autres tragédies?

Après l'incendie de la tour Grenfell à Londres le 14 juin, qui a fait environ 80 morts, les députés débattront de l'optimisation de la sécurité incendie des bâtiments aux niveaux européen et national.

La performance de réaction au feu des façades, des tests conduits en conditions réelles et la toxicité des produits de construction feront partie des sujets qui devraient être abordés mercredi après-midi lors de ce débat en plénière avec le Conseil et la Commission.

Lors d'un débat en juillet, les députés de la commission du marché intérieur ont rappelé que la sécurité incendie des bâtiments était du ressort des États membres et ils ont exhorté la Commission européenne à aider ces derniers à partager leur savoir-faire et leurs bonnes pratiques.

Débat: mercredi 13 septembre

Procédure: déclarations du Conseil et de la Commission suivies d'un débat

#FireSafety

En savoir plus

- [Enregistrement vidéo du débat en commission du marché intérieur sur le règlement sur les produits de construction et la sécurité incendie \(12.07.2017, à partir de 16h37\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Faciliter l'accès au financement pour les entreprises innovantes et sociales

Les fonds de capital-risque (EuVECA) et les fonds d'entrepreneuriat social européens (EuSEF) devraient attirer davantage d'investisseurs grâce à de nouvelles règles mises aux voix jeudi.

Des règles uniformes sur l'enregistrement des fonds, une surveillance accrue de ces fonds par l'UE et les autorités nationales, et leur commercialisation transfrontalière devraient permettre d'élargir le choix des entreprises pour trouver des investisseurs sur les marchés de capitaux européens.

En bref

Les EuVECA et EuSEF sont deux structures de fonds volontaires dans le cadre du plan d'action pour une union des marchés de capitaux, avec pour objectif de lever et d'investir des capitaux dans les PME innovantes et dans les entreprises sociales au sein de l'UE.

L'Union des marchés de capitaux a pour but d'améliorer l'accès au financement pour de telles entreprises, de sorte qu'elles ne dépendent plus seulement des prêts bancaires mais les complètent par d'autres sources de financement. L'objectif est de renforcer la confiance des investisseurs pour qu'ils soutiennent des investissements plus risqués ou des entreprises engagées d'un point de vue social.

Débat: mercredi 13 septembre

Vote: jeudi 14 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire

#EuVECA #EuSEF #CMU

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les fonds de capital-risque européens relatifs aux fonds d'entrepreneuriat social européens](#)
- [Profil du rapporteur Sirpa Pietikäinen \(PPE, FI\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Séance plénière

Les députés appellent la Norvège à cesser de chasser la baleine

La Norvège doit cesser de chasser la baleine et l'UE ne devrait pas faciliter le commerce de viande du cétacé, qui est protégé par le droit européen, indique une résolution qui sera votée mardi.

Lors d'un débat avec la Commission européenne en juillet, les députés ont demandé à l'organe exécutif de l'UE de persuader la Norvège de mettre fin à cette pratique et de fournir des données sur les quantités de viande de baleine transitant par les ports de l'Union. Une interdiction de tels transits pourrait être envisagée, suggèrent les députés.

Ils notent qu'en dépit d'un moratoire mondial sur la pêche commerciale à la baleine, la Norvège a repris la pratique en 1993. Plusieurs ONG ont fait état d'une augmentation des quantités de viande de baleine exportées par la Norvège ces dernières années.

Débat: jeudi, 6 juillet

Vote: mardi 12 septembre

Procédure: question orale avec résolution

#baleines

En savoir plus

- [Question pour réponse orale à la Commission: la chasse à la baleine en Norvège](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Étude du PE: les pêcheries en Norvège](#)
- [Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

Séance plénière

Mer du Nord: garantir des stocks durables et les moyens de subsistance des pêcheurs

Un projet visant à lutter contre la surpêche et à offrir des moyens de subsistance durables aux pêcheurs de la mer du Nord, en introduisant des quotas de pêche pluriannuels, sera mis aux voix jeudi.

Le second plan pluriannuel pêche, dans le cadre de la politique commune de la pêche (PCP), concerne les espèces démersales, qui vivent près du fond des mers et représentent 70% des captures en [mer du Nord \(zones IIa, IIIa et IV\)](#).

La stratégie de gestion couvre différentes espèces et est adaptée à la complexité des pêcheries mixtes de la mer du Nord, qui rend impossible le ciblage et la capture d'une seule espèce.

L'exploitation durable à long terme de ces stocks garantira la sécurité des possibilités de pêche ainsi que les moyens de subsistance des pêcheurs.

Les députés débiteront les négociations avec le Conseil suite au vote en plénière.

À savoir

La pêche démersale en mer du Nord fait travailler des milliers de navires issus de sept États membres bordant la mer du Nord (Belgique, Danemark, France, Allemagne, Pays-Bas, Suède et Royaume-Uni). Les captures démersales représentaient plus de 850 millions d'euros en 2012, les espèces les plus capturées par ordre décroissant étant la sole, le carrelet, la langoustine, le cabillaud, le lieu noir, l'aiglefin, le turbot, la baudroie, le merlan et la limande-sole.

Débat: mercredi 13 septembre

Vote: jeudi 14 septembre

Procédure: procédure législative ordinaire (vote sur un mandat)

#NSMAP #CFP

En savoir plus

- [Projet de rapport sur un plan pluriannuel relatif aux stocks démersaux de la mer du Nord](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(12.07.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Ulrike Rodust \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Service de recherche du PE - Note sur le plan pluriannuel pour les pêcheries démersales en mer du Nord \(octobre 2016, en anglais\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Crise chronique au Venezuela

Les députés débattront de la profonde crise politique, économique et sociale et des derniers développements au Venezuela avec la chef de la politique étrangère de l'UE, Federica Mogherini, mardi après-midi.

Le Venezuela s'est enfoncé dans une grave crise depuis des mois, avec des manifestations presque quotidiennes dans tout le pays contre le régime de Nicolas Maduro. L'élection d'une assemblée constituante controversée sans membre de l'opposition qui remplace l'assemblée législative contrôlée par l'opposition a généré de croissantes critiques internationales contre le gouvernement Maduro.

En mai, les députés européens ont exprimé [leur solidarité avec les efforts déployés par le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, Julio Borges](#), pour rétablir la paix et la dignité humaine au Venezuela. Dans une résolution votée en juin, le [Parlement européen a condamné la "répression brutale" par les forces de sécurité vénézuéliennes](#) et a exhorté le gouvernement à assurer la restauration complète de l'ordre démocratique.

Lors d'un autre débat mardi en fin d'après-midi, les députés discuteront du renforcement du partenariat stratégique UE-Amérique latine et voteront leurs recommandations mercredi.

Débat: mardi 12 septembre

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: résolution non législative

#Venezuela #LatinAmerica

En savoir plus

- [Résolution sur la situation au Venezuela \(27.04.2017\)](#)
- [Projet de résolution sur les relations politiques de l'UE avec l'Amérique latine](#)
- [Profil du rapporteur: Javi López \(S&D, ES\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Matériel audiovisuel pour professionnels](#)

Séance plénière

Des liens renforcés entre l'UE et l'Inde

Un partenariat renforcé entre l'UE et l'Inde, incluant une relance des négociations sur le libre-échange, fera l'objet d'un débat mardi et sera mis aux voix mercredi.

Dans le projet de résolution sur les relations politiques de l'UE avec l'Inde, les députés soulignent les domaines où la coopération pourrait être renforcée, comme le commerce, les investissements, le développement, la stabilité régionale, la gestion de crise ou encore la sécurité maritime.

L'UE est le premier partenaire commercial de l'Inde. Les négociations sur un accord de libre-échange entre l'UE et l'Inde ont débuté en 2007.

Débat: mardi 12 septembre

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: résolution non législative

#India

En savoir plus

- [Projet de résolution sur les relations politiques de l'UE avec l'Inde](#)
- [Profil du rapporteur Cristian Dan Preda \(PPE, RO\)](#)
- [Service de recherche du PE - Note d'information sur l'Inde et les défis à venir dans la région indo-pacifique \(mai 2017, en anglais\)](#)
- [Fiche de procédure](#)

Séance plénière

500 millions d'euros supplémentaires pour lutter contre le chômage des jeunes

Un montant additionnel de 500 millions d'euros au titre de l'initiative pour l'emploi des jeunes, une partie du complément d'1,2 milliard conclu pour 2017-2020, sera voté mercredi par le Parlement, qui s'est battu en ce sens.

Pendant le [vote en commission des budgets](#) la semaine dernière, les députés ont appelé la Commission et les États membres à veiller à ce que ce montant supplémentaire de 500 millions d'euros soit alloué en totalité d'ici fin 2017.

En bref

L'[initiative pour l'emploi des jeunes](#) a été lancée en 2013 pour soutenir les jeunes de moins de 25 ans sans emploi, ne suivant ni enseignement ni formation et qui vivent dans des régions enregistrant un taux de chômage des jeunes supérieur à 25% en 2012.

Depuis 2013, l'initiative pour l'emploi des jeunes a fourni un soutien direct à plus d'1,4 million de jeunes sans emploi, ne suivant ni enseignement ni formation, selon la Commission européenne.

Vous pouvez télécharger [ici](#) les informations pays par pays. Un rapport sur les premiers résultats de l'initiative pour l'emploi des jeunes a été [publié en octobre 2016](#).

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: budgétaire

#EUBudget #EUBudget2017 #YEI

En savoir plus

- [Proposition de résolution](#)
- [Communiqué de presse à l'issue du vote en commission parlementaire \(30/08/2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Jens Geier \(S&D, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Le programme Erasmus+ est-il en danger?

Les députés questionneront la Commission sur ses dispositions budgétaires relatives à un certain nombre de projets additionnels, notamment le corps européen de solidarité. La Commission prévoit de financer ces projets en utilisant des fonds dévolus au programme Erasmus+. Suite au débat qui se tiendra mercredi, une résolution sera mise aux voix jeudi.

Le Parlement européen est préoccupé par l'utilisation par la Commission des fonds de ce programme pour financer de nouvelles initiatives stratégiques, alors qu'un nombre important de projets Erasmus+ de grande qualité sont privés de financement en raison d'un manque de ressources.

Débat: mercredi 13 septembre

Vote: jeudi 14 septembre

Procédure: question orale avec résolution

#ErasmusPlus

En savoir plus

- [Question avec demande de réponse orale à la Commission](#)
- [Service de recherche du PE - En bref: mise en œuvre du programme Erasmus+](#)
- [Site internet de la Commission - Programme Erasmus+](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Les députés souhaitent que le processus législatif soit plus transparent

Les lobbyistes ne devraient pas pouvoir entrer dans le Parlement européen sans fournir toutes les informations détaillées requises par le registre de transparence de l'UE, déclarent les députés dans une résolution mise aux voix jeudi.

Les députés souhaitent également étendre le "délai de carence" pour les commissaires européens à trois années, afin d'empêcher leur participation à des activités de lobbying trop rapidement après la cessation de leurs fonctions.

Débat: lundi 11 septembre

Vote: jeudi 14 septembre

Procédure: résolution non législative

#EUtransparency

En savoir plus

- [Projet de résolution sur la transparence, la responsabilité et l'intégrité dans les institutions de l'UE](#)
- [Communiqué de presse suite au vote en commission \(21.03.2017\)](#)
- [Profil du rapporteur Sven Giegold \(Verts/ALE, DE\)](#)
- [Fiche de procédure](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Importations alimentaires depuis la région de Fukushima: non au projet assouplissant les contrôles de radioactivité

Les députés craignent que la proposition puisse mener à une hausse des expositions aux aliments contaminés par la radioactivité.

Les députés devraient appeler la Commission européenne à retirer la proposition qui assouplirait les contrôles de contamination radioactive pour les importations dans l'UE de certaines denrées alimentaires produites près de la centrale nucléaire de Fukushima au Japon. La résolution sera mise aux voix mercredi.

À l'heure actuelle, les contrôles de radioactivité sont obligatoires pour les importations de denrées alimentaires depuis douze préfectures japonaises, toutes exposées aux retombées radioactives de la catastrophe nucléaire de la centrale de Fukushima en 2011.

Cependant, la nouvelle proposition autoriserait, sans aucune justification, l'importation dans l'UE d'aliments tels que le riz ou certains poissons et mollusques de la région de Fukushima, sans contrôle, échantillon ou analyse.

Vote: mercredi 13 septembre

Procédure: résolution non législative (objection)

#Fukushima

En savoir plus

- [Profil du rapporteur Michèle Rivasi \(Verts/ALE, FR\)](#)
- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Ouragan Irma: les îles touchées ont besoin d'aide

Les conséquences dévastatrices de l'ouragan Irma, avec ses vents de 300 km/h, sur les îles caribéennes, notamment sur une partie des régions ultrapériphériques de l'UE, feront l'objet d'un bref débat mercredi soir avec la Commission.

Le 6 septembre, l'ouragan Irma (catégorie 5) a touché le nord des petites Antilles (France), Barbuda, Saint-Martin (France, Pays-Bas), les îles Vierges britanniques et les îles Vierges américaines. De fortes pluies, des vents et des orages extrêmement violents ont causé la mort d'au moins dix personnes et de nombreux blessés, sans compter les milliers de personnes déplacées. 95% des maisons de Barbuda ont été endommagées.

L'œil de l'ouragan Irma devrait passer au nord de Porto Rico, de la République dominicaine et d'Haïti les 7-8 septembre, au sud des îles Turks-et-Caïcos (Royaume-Uni) et des Bahamas les 8-9 septembre, au nord de Cuba les 9-10 septembre. Il pourrait atteindre le sud de la Floride (États-Unis) les 10-11 septembre.

Débat: mercredi 13 septembre

Procédure: déclaration de la Commission avec débat

#IRMA

En savoir plus

- [Produits audiovisuels pour professionnels](#)

Séance plénière

Droits de l'homme: les députés débattent du sort des Rohingyas au Myanmar

Le Parlement débattrra du sort des Rohingyas au Myanmar, de la répression de l'opposition gabonaise et d'autres violations des droits de l'homme au Cambodge et au Laos jeudi matin.

Les députés tiendront des débats urgents sur les thèmes suivants des droits de l'homme, de la démocratie et de l'état de droit jeudi, vers 10 heures, avec le vote des quatre résolutions distinctes intervenant à midi.

- Cambodge: notamment le cas de M. Kem Sokha;
- Gabon: répression de l'opposition;
- Laos: notamment les cas de Somphone Phimmasone, Lod Thammavong et Soukane Chaithad;
- Myanmar, en particulier la situation des Rohingyas.

Près de 125 000 personnes ont fui l'État de Rakhine du Myanmar pour le Bangladesh, selon les Nations Unies.

Débats et votes: jeudi 14 septembre

Procédure: résolutions non législatives

#humanrights #democracy

Autres sujets à l'ordre du jour

Parmi les autres sujets devant être débattus et votés, figurent:

- Franchisage dans le secteur du commerce de détail, De Jong (INI), vote mardi;
- Moderniser l'accord UE-Chili + accord sur les aliments biologiques, Rodriguez (INI / approbation), débat mercredi, vote jeudi;
- Modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers, Halla-Aho (COD), vote mercredi;
- Budget 2018: présentation du Conseil, débat mardi;
- Objection à l'égard du soja génétiquement modifié DAS-68416-4, vote mercredi; et
- Objection à l'égard des règles d'étiquetage pour les substituts de la ration journalière totale, vote mercredi.